

Le Moyen-Orient dans l'angle mort de la gauche

Un entretien de Stéphane Julien, *Émancipation*, avec Nicolas Dessaux



Bagdad 1^{er} août 2010
Manifestation des syndicats de l'électricité pour l'annulation des décrets banissant les syndicats dans ce secteur

Cliché N. D.

Stéphane Julien : *Nicolas Dessaux, tu es engagé depuis plusieurs années dans la solidarité avec la gauche syndicale, féministe et socialiste du Moyen-Orient, notamment avec "Solidarité Irak". Depuis les manifestations de rues à Téhéran l'année dernière, l'attention générale se porte sur l'Iran. Le 9 mai dernier, le syndicaliste enseignant Farzad Kamangar, pour qui une campagne de solidarité internationale avait eu un réel écho en 2008, y a été pendu. Faut-il comprendre que le régime islamique se fiche complètement de l'opinion publique internationale ?*

Nicolas Dessaux : Au cours des années, le régime iranien a accordé une attention variable aux campagnes internationales et à l'opinion publique, qui ont parfois obtenu des succès dans la défense de certains prisonniers ou condamnés. Mais aujourd'hui, c'est un régime sur la défensive, qui fait face à une crise grave avec un potentiel révolutionnaire important. Il a mobilisé des centaines de milliers de Bassidjis, c'est-à-dire de chômeurs payés pour casser du manifestant, en plus de ses forces policières et militaires, pour briser les émeutes. Il a fait des centaines de prisonniers, de condamnations à mort ou à la prison, mis la pression sur les militants politiques ou syndicaux identifiés, voire sur les familles des militants en exil. Il dépense des millions pour brouiller les émissions télé des partis d'opposition, ou les empêcher d'émettre :

c'est ce qui est arrivé à la télévision du Parti communiste-ouvrier d'Iran, qui a mené campagne pour Farzad Kamangar.

Il est important de comprendre l'enjeu de la lutte au sommet entre Moussavi et Ahminejad. On a présenté Moussavi comme un démocrate, ce qui a une signification très précise dans le langage de la bourgeoisie : il est partisan d'un apaisement des relations avec les USA, pour améliorer la place de l'Iran sur le marché international. Il est démocrate parce qu'il est dans le camp des démocraties occidentales, c'est tout. La réalité de sa démocratie, c'est qu'il était premier ministre lorsque des milliers de révolutionnaires, de communistes et de militants ouvriers ont été massacrés dans les prisons au début des années 80. Aujourd'hui, Moussavi ne cesse de proclamer son attachement à l'ayatollah Khomeiny et jure qu'il ne changera pas la nature islamique de l'État iranien. Face à lui, Ahminejad propose un autre programme économique, qui consiste à multiplier les alliances industrielles et commerciales avec d'autres pays fondées sur un national-populisme anti-américain : le Venezuela, la Bolivie, la Corée du Nord, ou encore le Brésil. Dans ces conditions, l'opinion internationale des pays occidentaux l'indiffère, puisqu'il vise précisément à reconstruire la puissance internationale de l'Iran contre l'Occident. Le nationalisme économique est très fort dans la bourgeoisie

iranienne, qui ne peut oublier que jusqu'au XIX^e siècle, le persan était la langue du commerce international dans la majeure partie de l'Asie.

Enfin, il faut mesurer ce que signifie une campagne internationale réussie. Dans les années 1960, le régime du Shah d'Iran faisait l'objet d'une véritable détestation dans la gauche occidentale (excepté chez certains prochinois, gênés par le soutien affiché par la Chine à l'Iran). C'est lors d'une manifestation contre le Shah que le célèbre leader étudiant allemand Rudy Dutschke a été mortellement blessé par un fasciste. Mais ce régime était détesté parce qu'il apparaissait comme pro-américain, et la même gauche a accordé son soutien au régime islamique de Khomeiny, parce qu'il affichait un anti-américanisme de façade. Depuis, l'Iran est dans l'angle mort de la gauche. Au mieux, on l'oublie ou on le critique verbalement. Au pire, on le soutient, comme le fait Noam Chomsky. L'impact sur les campagnes de solidarité est évident. C'est un pays où règne l'apartheid sexuel, mais on est très loin des campagnes contre l'apartheid racial en Afrique du sud. Ceux qui, tout en se déclarant de gauche, apportent leur soutien au régime islamique en Iran, portent leur part de responsabilité dans la pendaison de Farzad Kamangar.

Je voudrais revenir sur les raisons pour lesquelles Farzad Kamangar a été condamné à mort, après un procès expédié en quelques minutes. Il a été mis à mort pour son athéisme. Voilà la réalité du régime islamique d'Iran : la plupart de ses partisans "de gauche" seraient condamnés à mort pour la même raison, s'ils habitaient là-bas. Bien sûr, on lui reproche, au-delà d'un athéisme partagé par la plupart des jeunes iraniens, son militantisme syndical, peut-être politique. Le syndicalisme n'est pas interdit officiellement en Iran, mais les pressions sont très fortes sur les militants. Mansoor Osanlou, le leader du puissant syndicat des chauffeurs de bus de Téhéran, a été emprisonné à plusieurs reprises, et il est toujours actuellement en prison. Il n'est qu'un exemple parmi d'autres de la répression qui s'abat chaque jour sur les militants de classe. Quand aux autres personnes qui ont été assassinées le même jour que Farzad Kamangar, plusieurs faisaient partie du PJAK, un parti armé ex-maoïste lié au PKK, qui dispose toujours d'une petite zone libérée au Kurdistan. En signe de protestation, l'ensemble des partis de gauche au Kurdistan ont appelé à une grève générale le 14 mai, qui a été très suivie.

S.J. : *Au Moyen-Orient, notamment en Irak, en Égypte (ouvrierEs du textile de Mahala) en Turquie, et même à Dubaï (grève des ouvrierEs immigréEs en 2007) on semble assister depuis quelques années à une montée des luttes ouvrières. Comment expliques-tu ce phénomène ?*

N.D. : Avant de répondre à cette question, je crois nécessaire de dissiper deux illusions fort répandues. Lorsque nous avons créé **Solidarité Irak**, lors des réunions-débats que j'ai tenues un peu partout autour de mon livre *Résistances irakiennes*, j'ai pu mesurer la méconnaissance de la situation de la classe ouvrière au Moyen-Orient et les préjugés qui l'accompagnaient. Il existe, chez de nombreux militants de gauche, une vision d'origine coloniale, qui consiste à croire que les ouvriers n'existent pas, ou presque pas, dans ces pays. On m'a souvent posé des questions sur les paysans en Irak, pays

où les "réformes" agraires ont menés la paysannerie à la quasi-disparition, à un exode rural massif, à la sédentarisation des bédouins, puis à l'import de deux millions d'ouvriers agricoles, principalement égyptiens, qui sont presque tous repartis lors de la guerre de 1991. La réponse à la question paysanne est simple : il n'y en a plus, ou presque plus.

J'ai entendu le même genre de questions à propos de l'Iran, un puissant pays capitaliste, très urbanisé, avec une économie fondée sur la rente pétrolière et la production industrielle. Même s'il y reste des paysans dans certaines zones, ils ne jouent plus vraiment un rôle essentiel depuis que les réformes agraires sous le régime du Shah, puis l'essor industriel sous celui des mollahs, ont laminé cette classe et les rapports sociaux sur lesquels son existence était fondée. Mais, chez les militants de gauche occidentaux, l'équation tiers-monde = paysans, reste fortement ancrée. Cela ne serait pas grave s'ils n'en tiraient aucune conclusion politique, mais dès lors que cela les conduit à soutenir des forces sociales réactionnaires au nom de l'absence présupposée de la classe ouvrière, alors c'est extrêmement grave.

La seconde illusion, même si ses effets sont plus positifs en définitive, est liée aux changements dans la communication entre les travailleurs. Autrefois, une grève en Égypte avait peu de chance d'être connue en dehors de ce pays, à moins d'atteindre une dimension telle qu'elle attire l'attention de la presse internationale. Le temps que l'information atteigne les militants ouvriers dans d'autre pays, elle avait déjà été réprimée. Aujourd'hui, l'information circule vite, très vite. En dépouillant la presse sur le web, on a déjà accès à des informations intéressantes sur les mouvements sociaux dans le monde. Les sites des syndicats, des collectifs, des organisations ouvrières, les réseaux sociaux, fournissent une autre information, très précieuse, même si elle engendre un déséquilibre entre les luttes médiatisées et celles qui ne le sont pas. On ne sait pas toujours bien que faire d'une telle masse de données, car il est difficile de soutenir toutes les luttes, mais cela donne une cartographie plus claire de notre classe et de ses luttes, cela détruit tous les discours sur la disparition de la classe ouvrière et de la lutte des classes. Il ne se passe pas une seconde sans que les travailleurs soient en lutte quelque part. Dans le cas du Moyen-Orient, cet effet joue pleinement : il est difficile d'affirmer qu'il y a plus de luttes qu'autrefois, mais il est possible d'accéder à l'information concernant ces luttes, et on ne peut plus l'ignorer, croire ou faire croire que la classe ouvrière n'existe pas au Moyen-Orient. Ce qui me semble plus significatif, c'est la volonté des travailleurs de structurer un mouvement syndical dans certains pays du Golfe où il n'existait pas : c'est un signe de décomposition des sociétés traditionnelles et de la mise en place de relations sociales capitalistes avancées.

S.J. : *Au sein de la gauche syndicale et politique occidentale, le regard porté sur le Moyen-Orient est toujours contaminé par une certaine conception de l'anti-impérialisme en soi. Cette conception, les militantEs IrakienEs et IranienEs que tu as pu rencontrer la condamnent justement et défendent l'autonomie des luttes ouvrières. Peux-tu nous préciser l'enjeu de ce débat ?*

N.D. : Le stalinisme a répandu, au sein de la gauche, l'idée que toute opposition aux USA était anticapitaliste. Cette conception primaire de l'anti-impérialisme s'est propagée chez ses opposants trotskistes, et même chez certains libertaires. Progressivement, l'impérialisme a perdu sa signification économique et sociale, telle qu'elle avait été définie par les théoriciens marxistes du début du XX^e siècle, Hilferding et Boukharine, pour devenir synonyme de militarisme américain, d'intérêts américains. Pire, cela les a conduits à déléguer cette lutte anti-impérialiste à n'importe quelle force, indépendamment de son contenu politique et social, comme si la "libération nationale" était un but en soi pour des socialistes.



Nicolas Dessaux (au centre) à Londres le 1^{er} mai 2010

Autrefois, cette confusion était entretenue par les déclarations progressistes des leaders nationalistes, et jusqu'à un certain point, par les transformations sociales nécessaires à leur programme de développement économique. Aujourd'hui, ce soutien s'étend à des mouvements ouvertement réactionnaires, même si on trouve beaucoup plus de déclarations véritables que de support effectif : il sert surtout d'argument pour ne pas soutenir les forces ouvrières et féministes.

Le soutien accordé à la "résistance irakienne" s'est terminé de manière pitoyable, même si rares sont ceux qui ont tiré le bilan. Le mouvement de Muqtada al-Sadr, dont l'opposition militaire aux USA et les défilés de masse avait attiré la sympathie de certains groupes d'extrême gauche, s'est intégré à la vie politique pendant que ses milices multipliaient les meurtres de femmes, d'homosexuels, de syndicalistes. Les organisations islamo-nationalistes "sunnites" d'origine baasiste se sont une par une ralliées aux USA dans la lutte contre Al-Qaeda. Quand à cette dernière, les gauchistes hésitent tout de même à la soutenir ouvertement, même si elle suscite parfois la sympathie discrète de ses militants ; c'est du reste un très mauvais candidat à la "lutte de libération nationale", puisque son idéologie est anti-nationaliste. Si bien que les organisations qui nous parlaient

de "soutien à la résistance" n'ont plus personne à soutenir. Mais elles reportent leurs espoirs sur d'autres adversaires des USA, dont l'Iran, malgré les grincements de dents que cela suscite dans leurs propres rangs.

En Irak, il existe un courant ouvrier et féministe, pour lequel la question de l'anti-impérialisme ou la libération nationale n'était pas l'alpha et l'oméga de toute lutte sociale. Souterrain jusqu'à la chute de Saddam Hussein, il s'est manifesté au grand jour de manière éclatante lors de la lutte des chômeurs de l'été 2003, dont l'initiative revenait à des militants communistes-ouvriers clandestins. Cette lutte a joué un grand rôle dans la création de syndicats libres en Irak, déclenché des luttes ouvrières. Mais sous la pression conjuguée de la répression militaire et des milices islamistes, le champ d'action s'est vite restreint. Organiser une grève ou une manifestation nécessite de pouvoir la sécuriser armes à la main. Circuler d'un quartier à un autre, imprimer un journal syndical, contacter un militant, tout ça est devenu dangereux. Je me souviens d'une discussion téléphonique avec Falah Alwan, de la Fédération des conseils ouvriers et syndicats en Irak. Il m'expliquait que deux adhérents du syndicat des employés de la mairie de Bagdad venaient d'être tués par les islamistes. Je lui demande s'ils ont fait un communiqué là-dessus. Il me répond, presque blasé : "tu sais, ça arrive toutes les semaines...". Voilà les conditions réelles des luttes ouvrières en Irak. Aujourd'hui, c'est l'armée, elle-même issue de la fusion des milices islamistes, qui a repris la main pour la répression des luttes, et la pression s'accroît sur les syndicalistes : on essaie de les virer de leur boulot, on leur interdit les déplacements à l'étranger, on envoie la troupe face aux manifestants. Quand on dit que les syndicats irakiens ont besoin de la solidarité de classe, c'est extrêmement concret : ce qu'il leur faut, ce n'est pas des phrases chaleureuses, mais du fric, des moyens de fonctionner malgré la répression, dans un pays économiquement et socialement délabré.

Je ne crois pas que l'angle mort dont je parlais à propos de l'Iran, mais qui s'applique également à l'Irak, soit le seul résultat de l'ignorance ou de conceptions erronées. Tout cela est théorisé, diffusé par des gens bien informés, qui savent parfaitement ce qu'ils font. C'est un choix politique, même si les militants et sympathisants qui les répercutent n'en ont pas toujours une conscience très claire. Les médias d'extrême gauche, souvent prompts à dénoncer la désinformation, savent la pratiquer lorsqu'il s'agit d'étouffer ou de déformer les faits qui contredisent leurs conceptions, celles du nationalisme de gauche. L'existence de luttes ouvrières en Irak, et surtout le fait qu'elles ne soient pas déterminées par la question de "l'anti-impérialisme" au sens étroit où ils l'entendent, plus encore l'existence de luttes féministes, en Irak, en Iran, en Égypte, en Palestine, en Arabie saoudite, au Yémen, ... leur pose problème, parce qu'elle s'oppose à leur conception populiste du "peuple uni contre l'impérialisme", sans distinction de classe ou de genre.

C'est là qu'on découvre à quel point le féminisme, pour ces courants, est superficiel. Ils s'y sont convertis malgré eux, sous la pression de leurs militantes, quand le mouvement de libération des femmes était à son apogée. Ils ont accepté le bancal compromis théorique selon lequel "le capitalisme est responsable de l'oppression des femmes", mais tout cela vole en éclat lorsqu'il s'agit de choisir

entre féminisme et anti-impérialisme, quand il s'agit de se prononcer sur des mouvements "anti-américains" qui massacrent des femmes, leur interdisent de travailler à l'extérieur, menacent de mort les militants féministes,... Je me souviens de Houzan Mahmoud, porte-parole de l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak, lorsqu'elle a reçu de telles menaces. Elle était décomposée, blafarde, stressée, le moindre bruit la faisait sursauter. C'est une pression psychologique énorme. D'autres militantes, qui ont connu les mêmes pressions, qui ont échappé à des attentats dans les années 90, m'ont fait part du cauchemar qu'elles ont vécu. Et certains osent prétendre qu'il faudrait s'unir avec les islamistes contre les États-Unis, ensuite seulement, on leur expliquerait que les droits des femmes c'est important ! Voilà ce que c'est, concrètement, le discours "anti-impérialiste" actuel.

S.J : *Tu t'es beaucoup investi ces dernières années, avec Solidarité Irak ou ton livre Résistances irakiennes, pour faire connaître les luttes sociales dans l'Irak occupé. Peux-tu nous donner quelques nouvelles de ces luttes, comment ça se passe avec le retrait des troupes occidentales, et enfin nous dire s'il n'y a pas une difficulté particulière en France à pérenniser un réseau de solidarité. Par exemple, on a vu en février dernier Houzan Mahmoud parler devant un congrès des TUC anglais, on n'a jamais vu un syndicaliste irakien parler à un congrès syndical français ?*

N.D. : Le départ des troupes américaines est lié à la "normalisation", c'est-à-dire au fait que l'État irakien est suffisamment en mesure de garantir la stabilité économique et la sécurité des entreprises. Cette normalisation s'exerce également dans le domaine des luttes sociales. Si d'un côté, il est de nouveau possible de manifester et de faire grève sans risquer l'affrontement avec les milices islamiques, comme on a pu le voir ces derniers mois avec le mouvement des ouvriers du cuir, puis ceux du port de Bassorah, l'armée reste mobilisée contre les ouvriers. Simplement, ce sont des soldats irakiens et non plus américains qui sont chargés de la répression.

Plusieurs centrales ont fusionné pour obtenir la reconnaissance officielle du régime, puisque le code du travail édicté sous la dictature de Saddam Hussein, qui n'a pas été sensiblement modifié, ne reconnaît qu'un seul syndicat, d'ailleurs interdit dans le secteur public pourtant majoritaire. Du coup, les syndicalistes des autres centrales sont soumis à forte pression. Falah Alwan, leader de la Fédération des conseils ouvriers et syndicats en Irak, a été muté de force à l'autre bout de l'immense banlieue

de Bagdad, si bien qu'il a fini par renoncer à son boulot dans le textile et s'est fait embaucher dans le bâtiment. D'autres syndicalistes ont été mutés de la même manière, ou détenus arbitrairement, quand ce n'est pas purement et simplement assassinés. Même le syndicat officiel subit des attaques très dures, puisque Majeed Sahib Kareem, l'un de ses dirigeants, a été tué dans un attentat à la voiture piégée. Les conditions d'organisation sont donc particulièrement difficiles, malgré une classe ouvrière combative. Le taux de chômage reste écrasant, il n'existe toujours pas d'allocation chômage, si bien que les ouvriers font vivre une grande partie de la famille. Faire grève est un engagement très fort, et manifester, c'est prendre un véritable risque, en raison des milices et de l'armée.

La renaissance du mouvement ouvrier en Irak a attiré une certaine sympathie, notamment aux USA où *Labour against war*, une puissante coalition de syndicats de l'AFL-CIO opposés à l'occupation, se sont sérieusement investis dans le soutien à leurs collègues irakiens. On peut penser ce qu'on veut de l'AFL-CIO, mais c'est un fait significatif qu'il existe un fort courant opposé à l'occupation et qui le manifeste par son soutien aux syndicalistes irakiens. Mais en France, en dehors d'un soutien ponctuel de Solidaires à la Fédération des conseils ouvriers et syndicats en Irak, il règne une certaine indifférence, voire une méfiance envers les syndicats irakiens. De manière générale, les organisations françaises sont plus promptes à accorder leur soutien verbal qu'à organiser des campagnes financières, alors qu'en Irak, comme dans de nombreux autres pays où le mouvement ouvrier doit affronter des situations très complexes sans moyens d'actions, c'est un véritable soutien matériel et logistique qui est nécessaire.

Même de petites sommes permettent d'imprimer un journal, d'équiper un local, de payer un téléphone ou un déplacement... Mais les questions internationales, la solidarité internationaliste, ne sont pas des questions qui mobilisent réellement le mouvement syndical ; c'est souvent un problème laissé à un comité de spécialistes, sans réel contrôle faute de connaissance et d'intérêt. Pourtant, la solidarité internationale n'est pas simplement une question de bons sentiments, ou de solidarité abstraite. Dans le capitalisme globalisé, les intérêts des salariés sont liés de manière très concrète d'un bout à l'autre de la planète : les licenciements des uns et les bas salaires des autres, sont intrinsèquement reliés, par exemple. Donc, c'est une vraie question, dont les syndiqués devraient se préoccuper réellement, concrètement.

Propos recueillis par Stéphane Julien ☐

Almanach d'histoire ouvrière

Ce numéro est daté d'octobre 2010.

octobre 1910 : le premier numéro de L'École Émancipée est imprimé. Cette revue qui s'adresse "aux institutrices, aux instituteurs" est à la confluence du socialisme politique et de l'anarcho-syndicalisme, rassemblant le meilleur du mouvement ouvrier. Les collaborateurs de la revue sont journalistes (dont le rédacteur de la tribune politique de *L'Humanité*), militants anarchistes, de la CGT... sachant que "tout syndiqué est rédacteur de droit". La revue, dont le syndicat des Bouches-du-Rhône de la FNSI a la responsabilité, n'est pas imprimée à Paris (fait rare à l'époque) mais à Marseille, par une coopérative ouvrière. L'édito du premier numéro - pour montrer la volonté d'ouverture interprofessionnelle - est rédigé par Georges Yvetot, responsable CGT de la Fédération des Bourses du Travail (et aussi propagateur de l'antimilitarisme). Et bien entendu - sur ce point il n'y a pas eu de changement - aucun membre de la rédaction n'est appointé ni déchargé.